

I D É E

# 1936: Trotsky et les trotskystes face au Front populaire

par Antoine Artous

**L**es grandes lignes de l'orientation de Trotsky et de ses partisans français vis-à-vis du Front populaire ont été défendues par plusieurs générations de militants comme exemple de politique révolutionnaire face aux différentes variantes d'orientation de collaboration de classes des réformistes et des staliniens : tactique par rapport aux couches moyennes, refus de l'alliance avec les partis bourgeois, politique de front unique, perspective de grève générale, articulation du combat antifasciste et de la lutte pour le socialisme... Si bien que l'on se contente souvent d'un rappel des grandes lignes et du renvoi à quelques textes consacrés. Pourtant, paradoxalement, il existe peu d'études détaillées sur l'élaboration de cette orientation, les tâtonnements, les innovations de Trotsky, mais aussi les erreurs. Le texte qui suit<sup>1</sup> est une contribution dans ce sens, limitée à certains aspects des orientations de lutte pour le pouvoir.

Alors que le PCF en est toujours à la « troisième période » et dénonce la SFIO comme « social-fasciste », les trotskystes français regroupés dans la Ligue communiste militent activement pour le front unique. Malgré leur petit nombre, ils rencontrent un écho réel, d'autant qu'au sein du PCF et de la SFIO des courants agissent dans le même sens. Après les émeutes d'extrême droite du 6 février 1934, la pression de la base en faveur de l'unité s'amplifie. Le 27 juillet, face au gouvernement Doumergue et aux menaces fascistes, le PCF et la SFIO concluent un pacte d'unité d'action. Confrontés à ce tournant, Trotsky et ses partisans précisent leur politique : « Ce n'est pas nous qui

*nions l'importance du front unique. Nous exigeons alors que les chefs des deux partis étaient contre lui. Le front unique ouvre d'énormes possibilités. Mais rien de plus. En lui-même, le front unique ne décide de rien. »* Ou encore : « Notre arme (...) c'est le contenu de l'unité. »<sup>2</sup>

L'accent est alors systématiquement mis sur le contenu de l'unité : programme, formes d'organisation à la base, lutte pour le pouvoir et grève générale. Ces thèmes vont devenir centraux dans l'agitation trotskyste et s'élargiront à la dénonciation de l'alliance avec le Parti radical qui, un an plus tard, va se réaliser (juin 1935) au sein du Front populaire. Nous allons d'abord aborder la formulation des perspectives poli-

tiques centrales de lutte pour le pouvoir, qui sont décisives et cristallisent l'ensemble des difficultés.

### « Pour l'assemblée unique »

*La Vérité* du 3 août 1934 titre : « Préparons la grève générale pour chasser le gouvernement Doumergue et instaurer une assemblée unique. »<sup>3</sup> La grève générale représente à l'époque un axe constant. Il sera renforcé après les explosions ouvrières de Brest et de Toulon, en juillet 1935. L'assemblée unique est un mot d'ordre central du Programme d'action de la Ligue communiste publié en juin 1934 dans *La Vérité* et rédigé en collaboration avec Trotsky : « Tant que la majorité de la classe ouvrière reste sur la base de la démocratie bourgeoise, nous sommes prêts à la défendre de toutes nos forces contre les attaques violentes de la bourgeoisie bonapartiste et fasciste. Mais nous exigeons de nos frères de classe qui se réclament du socialisme "démocratique", qu'ils soient fidèles à eux-mêmes, qu'ils s'inspirent des idées et des méthodes non de la III<sup>e</sup> République, mais de la Convention. À bas le Sénat, chambre élue au suffrage universel restreint et qui rend illusoires les pouvoirs du suffrage universel ! À bas la présidence de la République, qui sert de point de concentration occulte à toutes les forces du militarisme et de la réaction ! Une assemblée unique doit concentrer le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Les membres en seraient élus pour deux ans au suffrage universel, depuis l'âge de dix-huit ans, sans distinc-

*tion de sexe ni de nationalité. Les députés seraient élus sur la base d'assemblées locales, constamment révocables par leurs mandants et recevraient, pendant le temps de leur mandat, le traitement d'un ouvrier qualifié. »*

On remarquera que l'article de *La Vérité* n'oppose pas, mais articule des méthodes « prolétariennes » pour chasser le gouvernement (grève générale) et une perspective de pouvoir, sous une forme institutionnelle démocratique radicale : l'assemblée unique. Dans un texte de novembre 1933, Trotsky présente cette perspective comme une réponse générale nécessaire en Europe, produit non pas par « une régénération sérieuse et durable du réformisme », mais par le résultat « de dix années de politique criminelle de l'Internationale communiste stalinisée [qui fait que] dans certains pays, le prolétariat est devenu victime sans défense du fascisme, dans d'autres, il est rejeté en arrière sur les positions du réformisme ». Trotsky polémique ensuite contre « la négation pure et simple des mots d'ordre démocratiques », à laquelle à cette époque procèdent les staliniens<sup>4</sup>.

C'est pourquoi, dans des pays comme l'Allemagne et l'Italie fascistes, Trotsky défend la perspective d'une Constituante. Toutefois, en

1. Je reprends ici, légèrement remanié et surtout raccourci, un article publié sous le même titre dans *Critique communiste* n° 53, juin 1986.

2. Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, 1967, p. 477 ; *Œuvres*, EDI, 1978, t. 4, p. 194.

3. In Pierre Naville, *Les Luttes de classes en France*, EDI, 1975, p. 436.

4. Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, o.c. p. 419.

France, la situation est différente puisqu'il s'agit d'une république parlementaire somme toute classique, même si elle est travaillée par de fortes tendances bonapartistes. Pour argumenter sa position, toujours dans le texte de 1933, Trotsky renvoie à l'exemple des bolcheviks qui ont maintenu jusqu'en 1917 la bataille pour la Constituante en Russie. L'analogie n'est pas rigoureuse, car la Révolution russe est caractérisée par un télescopage de la révolution bourgeoise et de la révolution prolétarienne. En France, la révolution bourgeoise a eu lieu depuis longtemps. D'ailleurs – et c'est significatif –, le Programme d'action de 1934 ne parle pas de Constituante, mais d'Assemblée unique.

Quoiqu'il en soit, Trotsky veut ainsi s'adresser aux travailleurs encore influencés par la social-démocratie : *« Nous exigeons que la lutte pour la démocratie, vous la meniez non pas en paroles mais en actes (...). Obligez donc votre parti à ouvrir une lutte véritable pour un État démocratique fort. [Il faut] concentrer tous les pouvoirs législatifs et exécutifs entre les mains d'une chambre unique. »* C'est dans ce cadre qu'il avance une perspective gouvernementale : *« Nous ne pourrions certes endosser des responsabilités pour ce gouvernement social-démocrate, mais nous vous aiderions honnêtement à lutter pour lui ; avec vous nous repousserions toutes les attaques de la réaction bourgeoise. Plus encore, nous nous engagerions devant vous à ne pas entreprendre d'actions révolutionnaires qui sortiraient des limites de la démocratie — de la véritable démocratie — tant que la majorité des ouvriers ne se serait pas placée consciemment du côté de la dictature révolutionnaire. »*

### **Différences avec Octobre 17**

À nouveau, dans son argumentation, Trotsky fait référence à l'exemple russe : *« Le mot d'ordre principal des bolcheviks, "tout le pouvoir aux soviets", signifiait d'avril à septembre,*

*tout le pouvoir aux sociaux-démocrates (mencheviks et socialistes-révolutionnaires). »* Ici encore, l'analogie est forcée : les soviets constituaient un nouveau pouvoir prolétarien naissant et non les organes d'un « État démocratique fort ». Au demeurant, comme Trotsky l'indique lui-même, le mot d'ordre des bolcheviks « À bas les ministres capitalistes » était un mot d'ordre en négatif, l'exigence de la rupture d'une coalition, et non une bataille en positif, pour un gouvernement socialistes-révolutionnaires et mencheviks. La nuance est importante.

En fait, Trotsky innove par rapport à la Révolution russe et même par rapport aux premiers congrès de l'Internationale communiste : il avance en positif un mot d'ordre de gouvernement, articulé à une forme de pouvoir démocratique qui reste bourgeoise, et ce dans un pays où existe une tradition de république parlementaire. Dans les années 1930, lorsqu'il réfléchit aux conditions de lutte contre le fascisme et, plus généralement, aux conditions de la révolution prolétarienne à l'Ouest, Trotsky – tout en continuant à défendre la perspective générale du pouvoir des soviets – innove souvent par rapport à l'expérience de la Révolution russe. Mais, chaque fois, il le fait en référence à la défense de la politique des bolcheviks menée à l'époque. On comprend la fonction d'une telle démarche dans la bataille qui se mène alors autour de « l'héritage » de Lénine. Reste que cela brouille parfois les pistes, en laissant croire que les perspectives de Trotsky se réduisent à la simple reproduction du modèle d'Octobre 17.

L'approche de Trotsky se heurte à une difficulté que fait bien apparaître le Programme d'action français. En effet, l'assemblée unique qu'il avance mélange une forme de pouvoir « démocratique radical » et des traits de « pouvoir prolétarien » : *« Les députés seraient élus sur la base d'assemblées locales, constamment révocables par leurs mandants et recevraient pendant le temps de leur mandat, le traitement*

d'un ouvrier qualifié. » Or, classiquement, Trotsky refuse fermement ce mélange des genres. Ainsi, il polémique contre le journal *La Commune*, la publication d'un des groupes trotskystes français animé par Pierre Frank et Raymond Molinier, qui mélange soviétique et organisation communale via la référence à la Commune de Paris, en oubliant que, dans le Programme d'action de 1934, la lutte pour le pouvoir ouvrier s'appelle « *lutte pour la Commune ouvrière et paysanne* »<sup>5</sup>. Certes, mais ce texte contient également les formulations que l'on a lues sur l'Assemblée unique.

### « Un gouvernement socialiste-communiste »

Dès octobre 1934, dans son fameux article « Où va la France ? », Trotsky traite différemment de la perspective de la lutte pour le pouvoir : « *Le but du front unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin.* »<sup>6</sup> Il n'est plus question de la bataille pour une assemblée unique qui va disparaître des perspectives trotskystes, sans explications. En revanche, le mot d'ordre de gouvernement devient central et il intègre le PCF.

Ici encore, Trotsky innove. Il ne se contente pas de reprendre la problématique du gouvernement ouvrier, élaborée lors du IV<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste et du tournant sur le front unique. Dans ce cadre, il avait défendu en novembre 1922 le mot d'ordre du gouvernement PCF-SFIO comme concrétisation de la bataille pour un gouvernement ouvrier<sup>7</sup>. En effet, il existe une différence fondamentale. Dans les années 1920, l'Internationale communiste traite du gouvernement ouvrier comme aboutissement d'une politique menée par des partis communistes de masse et révolutionnaires et se situe dans la perspective d'une participation (sous certaines conditions) des communistes à un tel gouvernement. Or, pour Trotsky, en 1934,

ni la SFIO ni le PCF ne sont des partis révolutionnaires et, au regard des critères du IV<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, un « ministère Blum-Cachin » ne serait être qu'un de ces « faux gouvernements ouvriers » dont les communistes doivent démasquer impitoyablement devant les masses le véritable caractère »<sup>8</sup>.

Début 1934, Trotsky a proposé la même démarche en Belgique. Constatant que la social-démocratie belge domine totalement le mouvement ouvrier (la section du Komintern est « *insignifiante et l'aile révolutionnaire très faible* »), il défend l'idée d'« *un gouvernement social-démocrate* ». Tout en expliquant qu'il ne faut avoir aucune illusion sur le fait qu'un tel gouvernement « *serait capable de jouer quelque rôle positif que ce soit dans le remplacement du capitalisme* », il précise que ce mot d'ordre n'est pas purement conjoncturel : « *Le mot d'ordre de gouvernement social-démocrate est ainsi calculé non pour quelque conjoncture exceptionnelle, mais pour une période politique plus ou moins longue. Nous ne pourrions abandonner ce mot d'ordre que si la social-démocratie, avant son arrivée au pouvoir, commençait à s'affaiblir considérablement, à perdre son influence au profit d'un parti révolutionnaire.* »<sup>9</sup>

Pourtant le mot d'ordre d'un « gouvernement socialiste-communiste » n'apparaît plus dans les textes de Trotsky sur la France. Quant aux textes des trotskystes français, à de rares exceptions près, ils se contentent de parler de « gouvernement ouvrier et paysan ». On peut dire que, lorsque se constitue le Front populaire en juillet 1935, la bataille pour la rupture avec les radicaux traite en fait de la même question.

5. Trotsky, *Œuvres*, o.c., t. 8, p. 49.

6. Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, o. c. p. 472.

7. *Ibidem*, p. 472.

8. Les Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, Maspéro, 1971, p. 159.

9. Trotsky, *Œuvres*, o.c. t. 3, p. 163.

C'est en partie vrai. Toutefois cette bataille peut s'articuler avec une perspective très propagandiste de « gouvernement ouvrier et paysan », contournant quelque peu la bataille concrète vis-à-vis des réformistes et des staliniens. Cette approche va marquer les trotskystes français, surtout lorsque le Front populaire sera au pouvoir. Nous allons revenir sur ce point.

En fait, outre les problèmes particuliers qu'il rencontre avec ses partisans français, Trotsky est en voie d'élaborer une orientation qui n'est pas encore systématisée sur tous les points. Elle apparaîtra plus clairement dans *le Programme de transition* : « *De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan.* » Les formules vont donner lieu à beaucoup de gloses dans le mouvement trotskyste. C'est en tout cas une démarche très différente de celle initiée par l'Internationale communiste dans les années 1920.

### « Un programme de révolution »

Pour Trotsky, la bataille pour « un programme de révolution » est tout aussi décisive que la question du gouvernement socialiste-communiste : « *La campagne de front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est-à-dire sur un système de mesures qui, avec le gouvernement ouvrier et paysan, doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme.* »<sup>10</sup> L'important ici est la façon dont il propose d'avancer les éléments clés de ce programme. Il existe en France, autour de Jouhaux, dirigeant de la CGT (comme en Belgique avec De Man), la volonté de répondre à la crise par un plan qui, entre autres, prévoit la nationalisation du crédit et de secteurs clés de l'industrie.

Trotsky écrit : « *Jouhaux a emprunté l'idée de plan à De Man. Chez l'un comme chez l'autre,*

*l'objectif est le même : masquer le dernier krach du réformisme et inspirer au prolétariat de nouveaux espoirs, afin de le détourner de la révolution. Ni De Man, ni Jouhaux n'ont inventé leurs "plans". Ils ont tout simplement pris les revendications fondamentales du programme marxiste de transition, la nationalisation des banques et des industries clés, ont jeté par-dessus bord la lutte de classes et, à la place de l'expropriation révolutionnaire des expropriateurs, ont mis une opération financière de rachat.* »<sup>11</sup>

Pourtant, Trotsky explique qu'il faut mener bataille en faveur de ce plan, de sa prise en charge face à la crise, en le liant au mouvement de masse : « *Le plan, lancé pour détourner les ouvriers de "mauvaises pensées", peut devenir le drapeau du mouvement révolutionnaire.* » Trotsky reprend cette démarche dans l'intervention écrite pour un délégué de l'Isère, à l'occasion du Comité confédéral national de la CGT du 18 et 19 mars 1935. Critiquant les propositions de rachat, la vision bureaucratique du contrôle ouvrier, il conclut : « *Il faut le remanier, il faut s'adresser directement aux salariés et aux exploités, il faut tenir un langage clair et ferme, il faut transformer le plan en un programme d'action du prolétariat.* »<sup>12</sup>

Simple pédagogie? Plutôt une démarche politique bien précise dont il ne faut pas sous-estimer la nouveauté. Le Programme d'action de 1934 parle certes de « nationalisations » (sans rachat). Mais le III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, qui amorce pourtant une démarche transitoire et avance la perspective de contrôle ouvrier, dénonce les perspectives de socialisation et de nationalisation comme une tromperie des masses populaires. Et Trotsky lui-même écrivait en 1922 à propos de la France : « *C'est de cette minorité syndicaliste [de la CGT] qu'est sortie l'idée de la grève générale conçue comme moyen d'imposer la nationalisation des chemins de fer. Le programme de nationalisation mis en avant, d'accord avec*

les réformistes, comme un mot d'ordre de collaboration avec les classes bourgeoises, s'oppose dans son essence en tant que mot d'ordre intéressant toute la nation, au pur programme de classe qui ne saurait être que l'expropriation révolutionnaire par la classe ouvrière des capitaux des chemins de fer et autres entreprises. »<sup>13</sup>

### Front populaire et comités d'action

Au fur et à mesure que l'unité d'action entre la SFIO et le PCF s'ouvre vers les radicaux pour déboucher sur le Front populaire, une partie importante des trotskystes français hésite de plus en plus à s'opposer frontalement à cette alliance. Au secrétariat international des voix explicite. « Le Front populaire est le seul mouvement réel actuel, il existe, on ne peut le combattre. Il faut se mettre sur la base du Front populaire pour le transformer par une critique vigoureuse (...). Il faut développer, continuer le mouvement, le pousser sous le mot d'ordre : le Front populaire au pouvoir. »<sup>14</sup> On voit que l'idée d'un « Front populaire de combat », comme vont le dire les pivertistes de la SFIO, existe parmi les trotskystes.

Trotsky s'oppose radicalement à une telle démarche : « L'expérience gouvernementale des réformistes et des stalinien est à faire. L'expérience radicale est faite. Identifier ou même rapprocher les deux mots d'ordre : gouvernement ouvrier socialiste-communiste (gouvernement de front unique), gouvernement ouvrier et paysan, etc. et le gouvernement du Front populaire, les radicaux y compris, serait absolument fatal. »<sup>15</sup> On remarquera que Trotsky n'argumente pas en fonction d'une position de principe liée à ce qui serait une différence de « nature » des partis (partis « ouvriers » et partis bourgeois), mais simplement en fonction de l'expérience des masses.

Toutefois, un militant français, qui par ailleurs défend les positions de Trotsky, écrit dans *La Vérité* : « À bas le Front populaire ! »

Trotsky le critique : « Pour l'instant, le Front populaire est un fait (pas pour longtemps). Notre mot d'ordre devrait être à cette étape à peu près : Chassons les politiciens bourgeois du Front populaire. » D'où l'importance à ses yeux de ne pas opposer de façon abstraite le front unique au Front populaire : « On peut et on doit combattre le Front populaire du dedans [en se basant] sur ses propres mots d'ordre. »<sup>16</sup> Cette approche est illustrée fin 1935, lorsque Trotsky avance la perspective des comités d'action en s'appuyant, précisément, sur un axe avancé par le VII<sup>e</sup> congrès du Komintern (juillet-août 1935) qui, sous la houlette de Dimitrov, vient de définir l'orientation des Fronts populaires et qui, par ailleurs, propose la mise en place de comités d'action. Trotsky écrit : « Ce qu'a été pour nous, pendant une certaine période, le mot d'ordre de "front unique", d'"alliance ouvrière", etc. le même rôle doit être joué maintenant par le mot d'ordre de création d'organismes représentatifs de masse de front unique (en perspective des soviets). »<sup>17</sup>

Il revient à plusieurs reprises sur la question, notamment en novembre 1935, dans un article écrit pour *La Vérité*. Il s'intitule « Pour les comités d'action, pas le Front populaire », toutefois la démarche n'oppose pas directement les deux : « Le Front populaire défend "la démocratie" ? Qu'il commence donc par l'appliquer dans ses propres rangs. En d'autres termes : la direction du Front populaire doit directement et immédiatement refléter la volonté des masses en lutte (...) par des élections. Cha-

10. Trotsky, *Œuvres*, o.c. t. 5, p. 163.

11. *Ibidem*, p. 193.

12. Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, o.c. p. 484.

13. *Ibidem*, p. 83.

14. Procès-verbal du secrétariat international du 12 juillet 1935, *Cahiers Léon Trotsky* n° 9, janvier 1983. Voir également dans le même numéro l'article de Jean-Paul Joubert « Trotsky et le Front populaire ».

15. Cité par Jean-Paul Joubert, o.c. p. 39.

16. *Ibidem*, p. 37.

17. Trotsky, *Œuvres*, o.c., t. 6, p. 201.

*cun des groupes qui participent réellement à la lutte à une étape donnée et qui sont prêts à se soumettre à la discipline commune doit pouvoir influencer la direction du Front populaire avec des droits égaux.» L'expulsion des radicaux n'est pas mise comme préalable. Simplement Trotsky explique que « de véritables élections de masse pour les comités d'action chasseraient automatiquement les affairistes bourgeois du Front populaire et feraient ainsi sauter la politique criminelle dictée par Moscou ».<sup>18</sup>*

### « La révolution française a commencé »

Lorsque, après la victoire du Front populaire aux élections de mai/juin 1936, éclatent les vagues de grève qui vont déboucher sur juin 1936, Trotsky se trouve en Norvège : expulsé de France dès avril 1934, il a quitté le pays en juin 1935. Il ne peut suivre les événements de près, ni avoir de contact direct avec ses partisans. Une différence nette apparaît avec les années précédentes où il traitait de façon très précise les questions d'orientation. Le texte clé de cette période est « *La révolution française a commencé. Les soviets partout ? D'accord. Mais il est temps de passer des paroles aux actes* »<sup>19</sup>. Écrit le 9 juin, l'article sera seulement publié dans *La Lutte ouvrière* du 18 juin, numéro saisi sur ordre du gouvernement. Trotsky polémique d'abord contre ceux qui ne voient dans cette première vague de mobilisations que de simples grèves corporatives : « *C'est le début classique de la révolution.* » Et il précise les perspectives : « *La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus arrêtée. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire. Il n'est même pas besoin d'inventer des formes nouvelles (...). Il n'y a même pas à inventer un nom pour de telle organisation : ce sont les soviets de députés ouvriers.* »

On sait que juin 1936 n'a pas vu se développer des soviets, ni même, sauf quelques ex-

ceptions, des formes d'auto-organisation importantes. Naturellement, on ne peut se contenter d'expliquer que les soviets ne sont pas apparus à cause de la politique de la SFIO et du PCF, car, précisément, cette politique est une des données de l'analyse de la situation politique ; par ailleurs, ni l'expérience de la classe ouvrière dans les années précédentes, ni les traditions du mouvement français ne pouvaient dans ce sens. En décembre 1938, Trotsky revient sur mai-juin 1936, en expliquant qu'il avait raison d'écrire « *la révolution française a commencé* », mais que « *toute révolution commençante n'est pas non plus assurée d'un développement* »<sup>20</sup>. Effectivement. Cela dit, l'essentiel n'est pas la formule, mais l'orientation proposée sur laquelle Trotsky ne revient pas.

Bien entendu les révolutionnaires devaient pousser dans le sens de l'auto-organisation et, au-delà, vers une dynamique de double pouvoir. Mais avancer l'axe des soviets comme perspective immédiate et centrale n'était pas en rapport avec le mouvement réel. C'est, au mieux, du propagandisme abstrait qui ne permet pas de distinguer les différentes phases d'un processus révolutionnaire<sup>21</sup>. Certes, il ne faut pas oublier le contexte historique. Le terme de soviets a une résonance profonde chez les militants du PCF. Et c'est pour cela que Trotsky propose à ses partisans de donner pour titre à leur journal *Soviets*<sup>22</sup>. Mais, ici, il s'agit d'autre chose : une orientation qui met au centre la bataille pour la création de soviets, comme « *gouvernement direct de la classe ouvrière* », directement alternatif au gouvernement du Front populaire.

Cela est d'autant plus frappant que Trotsky ne croit pas que la dynamique du mouvement de masse va du jour au lendemain laisser les réformistes et les staliniens sur le côté. Il multiplie les conseils de prudence à ses partisans visant à éviter les dérapages gauchistes dans l'approche du gouvernement Blum. Il faut apparaître « *aux yeux des ouvriers, non comme des gêneurs, mais*

des gens qui veulent aller de l'avant». Ou encore : « Nous devons bien comprendre nous-mêmes que la prochaine grève sera, selon toute vraisemblance, dirigée non contre le gouvernement Blum, mais contre les ennemis du gouvernement. » Et s'il récuse le terme de « protection » du Front populaire avancé par l'un de ses partisans, il précise bien qu'il ne s'agit pas de combattre de front le gouvernement Blum, « mais seulement de l'attaquer de flanc ». <sup>23</sup>

### L'orientation du POI

En 1936, les trotskystes français sont réunifiés dans le Parti ouvrier internationaliste (POI). C'est un progrès par rapport aux fortes divisions antérieures, mais la situation reste difficile. Il ne faut pas oublier ce cadre lorsqu'on examine l'orientation du POI en juin 1936. Toutefois, force est de constater qu'elle accentue l'orientation « soviétiste » de Trotsky.

Ainsi, un appel du 29 juin, publié dans son journal *La lutte ouvrière* : « La crise du régime en France a atteint un degré de maturation tel que le dénouement approche. L'étape décisive de la lutte pour le pouvoir est abordée. » Sous le titre « Les soviets partout », la seule perspective avancée est celle d'une transcroissance directe et quasi immédiate des comités apparus dans les grèves en soviets : « La grève terminée, ces comités doivent subsister et devenir des comités d'usine permanents, qui, non seulement assureront le contrôle ouvrier, mais prépareront un plan de gestion de l'entreprise. » Comités qu'il faut développer dans les quartiers, les casernes, etc. « Des congrès de comités par région, par industrie et pour tout le pays, tel est le moyen d'unifier, de coordonner, de développer toutes les luttes des masses travailleuses pour les porter jusqu'à la prise du pouvoir par les comités d'ouvriers, de paysans et de soldats, et par l'instauration du gouvernement des ouvriers et des paysans. » <sup>24</sup>

L'appel surestime la situation, d'autant que les grèves commencent à décliner. Erreur sans

doute inévitable. Plus décisive est la question de l'orientation. Elle n'est pas seulement propagandiste, elle développe une perspective de lutte pour le pouvoir et de développement d'un double pouvoir en totale extériorité par rapport aux organisations traditionnelles. C'est une sorte de « schéma idéal » de la révolution prolétarienne plaqué sur la réalité. On remarquera que la perspective du gouvernement ouvrier et paysan ici exposée n'a plus rien de transitoire, puisqu'elle est équivalente à la prise de pouvoir par les comités. Et pour cause : il n'existe aucune prise en compte de la SFIO et du PCF ; aucune « interpellation » en direction des partis autour des tâches nécessaires n'accompagne la dénonciation. Il est simplement affirmé : « Les vieux partis, qui vous ont parlé pendant des années de la révolution, se mettent au service de la bourgeoisie ou sont complices d'elle. » Rien dans cet appel sur l'exigence de départ des radicaux : il est vrai qu'une telle démarche en estompe l'intérêt. Rien non plus sur la CGT, dont on connaît le rôle joué dans la grève, sinon pour dire que « les dirigeants de la CGT apportent leur concours » au PCF et à la SFIO.

Le constat est d'autant plus frappant que, avec le recul, on sait que les organisations traditionnelles, en particulier le PCF et la CGT, se sont considérablement renforcées durant les grèves. Dès juillet, les partisans de Trotsky soulignent que le renforcement des organisations traditionnelles est, dans une première phase, « historiquement tout à fait normal » <sup>25</sup>, sans

18. *Ibidem*, p. 181.

19. *Ibidem*, t. 10, p. 78.

20. Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, o.c. p. 603.

21 Ici commencerait une autre discussion que je ne fais que signaler : la présence dans d'autres textes de Trotsky d'une attitude similaire qui ne tient pas seulement à son isolement d'alors, mais à d'autres ressorts.

22. Trotsky, *Œuvres*, o.c., t. 10, p. 72.

23. Trotsky, *Œuvres*, o.c., t. 10, p. 72152, 271.

24. In Jean-Pierre Rioux, *Révolutionnaires du Front populaire*, 10-18, 1973, p. 182.

25. Résolution de la Conférence de la IV<sup>e</sup> Internationale (juillet 1936), *Quatrième internationale*, octobre 1936. Reproduit dans *Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.*, n° 121, juin 2006.



pour autant revenir de façon critique sur leur orientation. Or, il est quelque peu paradoxal de constater ce renforcement et de structurer son orientation autour de la création de soviets qui, dans la situation politique française d'alors, suppose, sinon une rupture politique avec ces organisations, au moins une dynamique de débordement massif.

Une motion (18 juin) de la CA du syndicat de l'Isère de la Fédération générale de l'enseignement, que popularise *La Lutte ouvrière*, développait une logique analogue : des comités aux soviets, pour « l'instauration de la dictature des ouvriers et des paysans pour abattre le capitalisme et bâtir la société socialiste »<sup>26</sup>. À quoi s'ajoute l'exigence de « l'expropriation pure et simple » des banques et industries clés, sans que soit reprise la démarche par rapport au plan de la CGT que Trotsky avait développée.

### **Extériorité au mouvement réel**

Les mêmes défauts se retrouvent dans les mois qui suivent : il ne s'agit donc pas d'une attitude liée à l'accélération de mai-juin. Ainsi, en octobre, le POI développe l'axe du contrôle ouvrier : réponse juste et classique à une situation dans laquelle la bourgeoisie essaie de remettre en cause les acquis des grèves alors que le rapport de forces est toujours important pour la classe ouvrière. Mais le contenu du tract pose toujours le même problème : « Il faut organiser solidement les comités d'usine, préparer le congrès national des délégués d'usine pour dresser méthodiquement le plan d'action destiné à briser les manœuvres patronales, à réajuster effectivement les salaires et à instaurer le contrôle ouvrier sur la production. »<sup>27</sup>

Ici encore, la question est posée en extériorité aux formes d'organisation existantes, en l'occurrence la CGT. Dans *Juin 1936*, Jacques Darnos et Marcel Gibelin évoquent une autre approche possible lorsqu'ils parlent des délégués ouvriers mis en place par les accords de Mati-

gnon : « Cette approche aurait pu être féconde si la CGT avait lié l'institution des délégués à la revendication du contrôle ouvrier sur les entreprises et avait combattu pour l'élargissement de leur compétence. »<sup>28</sup> De la même façon, dans le tract, la nationalisation des banques est avancée sans lien aucun avec le plan de la CGT.

Prenons enfin le problème du gouvernement, à travers deux articles de *La Lutte ouvrière*<sup>29</sup>. Le 30 octobre 1936, les mots d'ordre finaux sont l'appel « À chasser les chefs radicaux pourris. À se rassembler dans un Front prolétarien révolutionnaire. À constituer leurs comités d'usine, de rue, de village. À préparer le plan de contre-offensive par le congrès des délégués d'usine ». Le 11 décembre, on trouve le titre : « Des cascades de capitulations ! Seul le gouvernement ouvrier et paysan ne capitulera pas ! ». Et comme dernier slogan : « À l'organisation pourrissante du régime bourgeois, à ce gouvernement agonisant, opposé à l'organisation du pouvoir ouvrier, les comités d'ouvriers, de paysans, de soldats et leur gouvernement : le gouvernement des ouvriers et des paysans. »

L'exigence du départ des radicaux apparaît comme plaquée sur une démarche qui ne correspond pas à celle que Trotsky a souvent indiquée. Certes, le slogan « À bas le gouvernement Blum » n'est pas présent, mais il n'existe aucune démarche d'interpellation des organisations traditionnelles qui, répétons-le, se sont fortement renforcées. La seule perspective est un appel à un congrès de comités qui n'existent pas. Et, une fois encore, la perspective de gouvernement ouvrier et paysan ne revêt aucune fonction transitoire, elle est simplement synonyme du pouvoir des comités.

### **En guise de conclusion**

« Le défaut principal des trotskystes réside dans le fait qu'ils considèrent le schéma russe comme valable pour les autres pays, et qu'hypnotisés par la prise du pouvoir par le parti bol-

chevik, ils veulent observer la même marche pour arriver aux mêmes résultats». Cette critique, faite le 17 juillet 1936 dans un article du *Libertaire*<sup>26</sup>, se retrouve chez beaucoup de révolutionnaires de l'époque. Et, comme l'article, ils en profitent souvent pour remettre en cause la perspective stratégique générale du pouvoir des conseils ouvriers : « Si en Russie l'idée du soviét de soldats, de paysans, d'ouvriers apparaissait comme évidente, indispensable, étant donné que toute autre organisation était inexistante, il n'en est pas de même dans les pays où le mouvement ouvrier a pu se développer dans un minimum de légalité et où, par conséquent, il existe des formes de regroupement profondément ancrées qui joueront un rôle prédominant dans le développement des luttes révolutionnaires. »

En avril 1937, dans une conférence faite à Barcelone<sup>27</sup>, Nin, dirigeant du POUM espagnol et ancien compagnon de Trotsky, dira sensiblement la même chose : « Les formules de la Révolution russe appliquées mécaniquement nous conduiraient à l'échec du marxisme. La tactique est variable comme l'est la réalité (...). En Russie il n'y avait pas de tradition démocratique. Pas de tradition d'organisation et de lutte dans le prolétariat. Nous l'avons, nous avons des syndicats, des partis, des publications. Un système de démocratie ouvrière. On comprend donc l'importance que les soviets eurent. Le prolétariat n'avait pas ses organisations propres (...). Notre prolétariat avait déjà ses syndicats, ses partis, ses organisations propres. C'est pour cela que les soviets n'ont pas surgi parmi nous. »

Si la tactique est variable, il existe aussi des axes stratégiques... Nin était un révolutionnaire d'envergure. Reste que l'orientation qu'il a développée lors des journées de Barcelone a quelque chose à voir avec les considérations générales ci-dessus. Le problème n'était pas tant, à mon sens, la participation au gouvernement de la Généralité que l'acceptation (avec la

CNT) de la dissolution du Comité central des milices ; c'est-à-dire d'une structure de double pouvoir de type soviétique. Mais si, en Espagne, il existait une équivalence stricte entre le « système de démocratie ouvrière » et les organisations traditionnelles, alors l'acceptation de cette dissolution était logique.

Nous n'allons pas ici engager un bilan comparatif des stratégies révolutionnaires développées à l'époque, mais simplement souligner un paradoxe. Si on étudie le travail d'élaboration stratégique fait par Trotsky autour du *Programme d'action* de 1934, puis face au Front populaire, le constat inverse s'impose : Trotsky ne plaque pas mécaniquement le « modèle » russe, même si la référence constante à l'expérience russe pour justifier son élaboration voile partiellement l'originalité de son apport. On le voit en France, on aurait pu le montrer pour l'Allemagne des années trente ou la révolution espagnole (par exemple sur le fait que, effectivement, les soviets ne sont pas apparus comme dans la Russie de 1917). En fait, il prolonge et enrichit l'élaboration amorcée par les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste qui cherchaient, précisément, à adapter des principes stratégiques généraux à la réalité des pays de l'Europe occidentale.

Le paradoxe est donc que si certaines critiques apparaissent en partie fondées, c'est à la lumière de l'analyse de l'orientation des trotskystes français en juin 1936. Une vision « octobriste » confortée comme on l'a vu par certains textes de Trotsky. Il y a là quelque chose de profond qui résistera au cours des générations.

A.A.

26. In Jean-Pierre Rioux, o. c. p. 179.

27. *Ibidem*, p. 263.

28. Jacques Danos et Marcel Gibelin, *juin 1936*, Maspéro 1972, t. 2 p. 91.

29. In Pierre Naville, o.p. p. 517 et 521.

30. In Jean-Pierre Rioux, o.c. p. 194.

31. In « Révolution espagnole », supplément à *Études marxistes*, n° 7-8, 1969.